



Mots. Les langages du politique

97 | 2011

Les collectivités territoriales en quête d'identité

Le conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux

The armed conflict in Colombia in the national news

El conflicto armado en Colombia en los noticieros nacionales

Yeny Serrano



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/20538>

DOI : 10.4000/mots.20538

ISBN : 15/11/2013

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2011

Pagination : 117-134

ISBN : 978-2-84788-326-8

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Yeny Serrano, « Le conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 97 | 2011, mis en ligne le 15 novembre 2013, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/mots/20538> ; DOI : 10.4000/mots.20538

Le conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux

Le conflit armé en Colombie et son traitement informatif par les médias nationaux a fait l'objet de nombreuses études depuis les années quatre-vingt-dix (Bonilla, 2002 ; López, 2003, entre autres). S'intéressant au rôle que les professionnels de l'information peuvent jouer dans l'évolution du conflit, la plupart de ces recherches s'inscrivent dans un cadre essentiellement journalistique. Or celui-ci ne permet pas de prendre en considération l'influence des acteurs armés en tant que sources dans la version que les médias diffusent du conflit. En effet, alors que les journalistes abordent ces acteurs dans un but informatif (Charaudeau, 2005 ; Esquenazi, 2002), ceux-ci répondent selon une logique militaire aux questions des professionnels de l'information. L'objectif des acteurs armés n'est pas d'informer la population, mais de gagner la guerre au moindre coût possible (Mercier, 2004 ; Serrano, 2008). Dans cette perspective, nous nous interrogerons sur la façon dont les médias d'information reprennent les discours des sources et sur la version du conflit qu'ils font circuler en Colombie.

Cadre théorique

En Occident, les journalistes ne sont que rarement à l'origine des informations qu'ils diffusent. La plupart du temps, ils doivent entrer en contact avec les sources informatives ou acteurs sociaux présents au moment où les événements sont survenus : témoins, victimes, autorités, etc. Ce sont ces sources qui, les premières, livrent leur témoignage et décrivent la réalité. Dans un contexte de guerre et lorsque les acteurs armés jouent le rôle de source, cette première description est déterminée par des objectifs militaires, car tout acteur social qui utilise la violence dans un but politique doit légitimer ses actions (Borja *et al.*, 2008). Pour cette raison, toute guerre, outre les opérations militaires classiques, engendre des opérations psychologiques comme la propagande, la

censure et la diffusion de fausses informations. L'objectif de ces opérations est de dissuader l'ennemi de répondre aux hostilités, de ruiner son moral, de convaincre la population civile de la légitimité de la guerre, de renforcer le moral des troupes et de détruire l'image et la cause des adversaires (Géré, 1997). D'après cette logique, les médias représentent un des principaux vecteurs aptes à véhiculer les messages conçus dans le cadre d'actions psychologiques. Dans un deuxième temps, les discours fournis par les sources (armées ou non) sont recadrés par les journalistes qui décrivent et expliquent la « réalité » à travers le prisme des protocoles journalistiques et mettent en scène ces informations dans les dispositifs médiatiques (presse, radio, télévision, Internet). Certes, le travail de ces professionnels est élaboré dans le dessein d'informer la population ; mais les journalistes doivent veiller à maintenir des relations privilégiées avec leurs sources (Lemieux, 2000) tout en respectant les exigences de rentabilité des médias (Charaudeau, 2005 ; Esquenazi, 2002).

Sur la base de ces observations, il nous a paru opportun de nous interroger sur la question suivante : quelle version du conflit les médias élaborent-ils en Colombie, à partir de la version fournie par les sources journalistiques pour informer les citoyens ?

Méthode

Étant donné que la télévision est le média le plus consommé en Colombie¹, nous analyserons les journaux télévisés nationaux diffusés du lundi au vendredi aux heures de plus forte audience, entre 18 h et 22 h : d'une part, *Telepaís* et *CMI*, diffusés par la chaîne nationale *Canal Uno* ; d'autre part, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*, diffusés par les deux chaînes privées nationales du pays². Les archives de ces journaux télévisés ne sont pas accessibles au public ; aussi les émissions du 12 au 15 juin 2006, du 11 au 15 décembre 2006, du 25 au 29 juin 2007, du 10 au 14 décembre 2007 et du 16 au 20 juin 2008 ont-elles été enregistrées. On a choisi ces dates de manière aléatoire, sachant que le conflit constitue un thème prioritaire et récurrent des médias, qui en parlent tous les jours.

Au total, 96 bulletins télévisés ont fait l'objet d'un enregistrement. Le corpus est constitué de 452 unités d'information se rapportant à la confrontation armée interne en Colombie : 91 unités d'analyse pour le journal télévisé *Telepaís*, 100 pour *CMI*, 91 pour *Noticias Caracol* et 170 pour *Noticias RCN*. En moyenne, les quatre télé-journaux consacrent au conflit entre 9 et 10 % de leur

1. Comisión nacional de televisión (CNTV), Informe del estudio general de medios de Colombia, Bogotá, CNT, 2005.
2. En Colombie, la production de l'information télévisée relève d'entreprises privées. La programmation des chaînes publiques n'est pas assurée par l'État. Ce dernier loue des espaces de diffusion à de petites et moyennes entreprises de programmation.

temps d'antenne quotidien, ce qui correspond à 5'33". Une analyse de contenu (Bardin, 2001) a pris en compte différentes variables : type d'information, angle de traitement, analyse thématique, pluralité et visibilité de sources³. Dans un deuxième temps, les désignations employées pour traiter des acteurs armés, ainsi que les rôles qui leur sont attribués, font l'objet d'une analyse. Il s'agit de déterminer dans quelle mesure la violence exercée par les différents groupes armés est justifiée dans les discours d'information, selon la visibilité accordée et la façon de se référer à ces groupes et à leurs revendications.

Résultats

Le conflit et les acteurs armés dans les discours d'information

En prenant les 452 unités d'information mentionnées plus haut, nous avons voulu savoir si les journaux télévisés privilégient les informations où seuls les journalistes interviennent, ou celles où les téléspectateurs voient les sources s'exprimer à l'écran.

Pour cela, nous avons classé les informations en fonction de leur structure⁴:

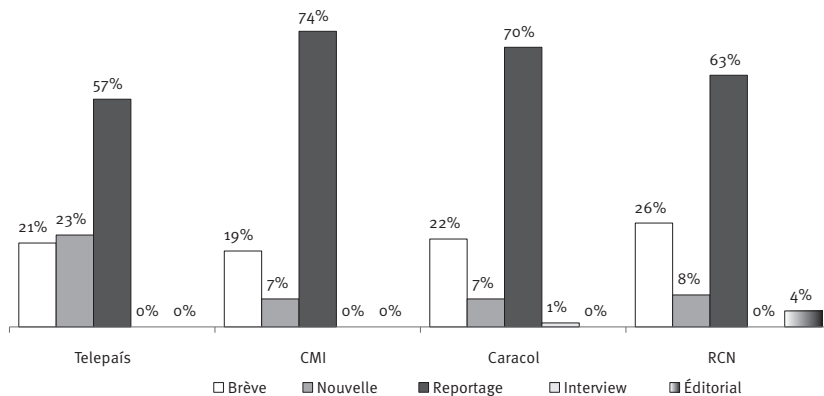
- brève : information lue par les présentateurs, ou un journaliste en voix *off* ;
- nouvelle : information introduite par les présentateurs et commentée par un(e) journaliste ;
- reportage : information introduite par les présentateurs, suivie ou non du commentaire d'un journaliste, mais dans laquelle les téléspectateurs voient une ou plusieurs sources s'exprimer à l'écran ;
- interview : les présentateurs posent des questions à un invité en direct ;
- éditorial : une personne invitée s'exprime à propos d'un sujet donné. Pas de questions, mais une brève introduction des présentateurs.

Les résultats montrent (graphique 1) que les quatre journaux télévisés privilégient les reportages, autrement dit les informations où les sources prennent la parole à l'écran. Par contre, les rubriques d'opinion (interview et éditorial) sont très peu développées et, si tel est le cas, uniquement par les télé-journaux privés.

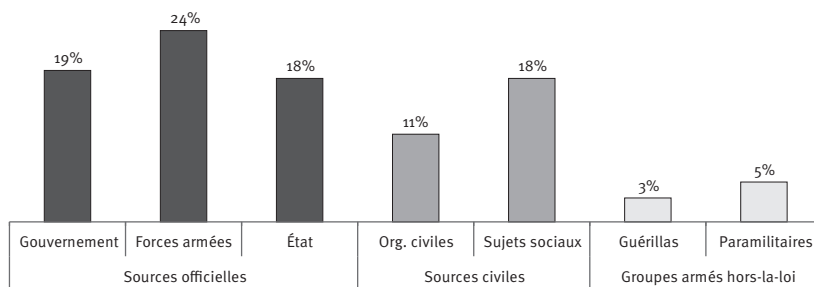
Il convient d'identifier ces sources que les journaux télévisés citent et rendent visibles. Cette démarche est d'autant plus importante que la pluralité des sources et le recoupement de l'information sont au cœur des préoccupations dont les journalistes se prévalent (Giraldo *et al.*, 2003 ; Lemieux, 2000). Ces pratiques sont censées leur permettre de prendre de la distance vis-à-vis des versions qui leur ont été fournies. À ce propos, les observations font apparaître que les journaux télévisés utilisent une seule source dans 53 % des

3. Le système de catégories élaboré pour l'étude de chaque variable sera expliqué au fur et à mesure que nous présenterons les résultats.

4. Catégorisation inspirée de Bonilla et Tamayo, 2007.

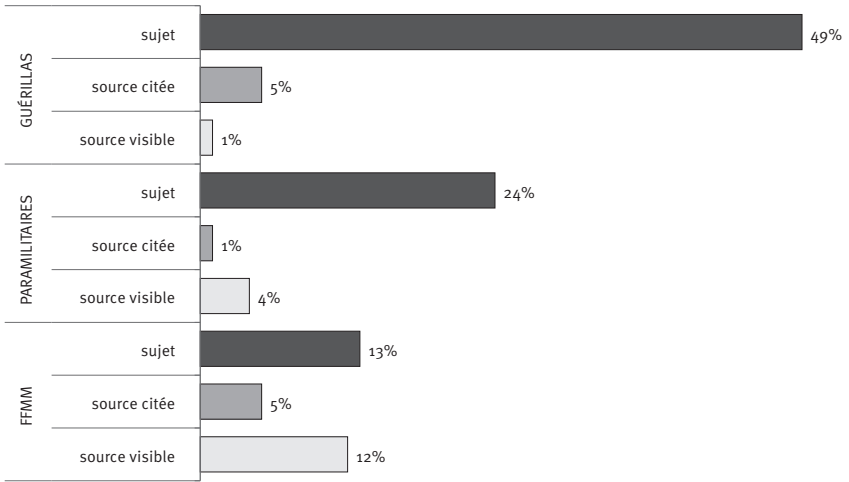


Graphique 1.
Type d'information privilégié par les journaux télévisés

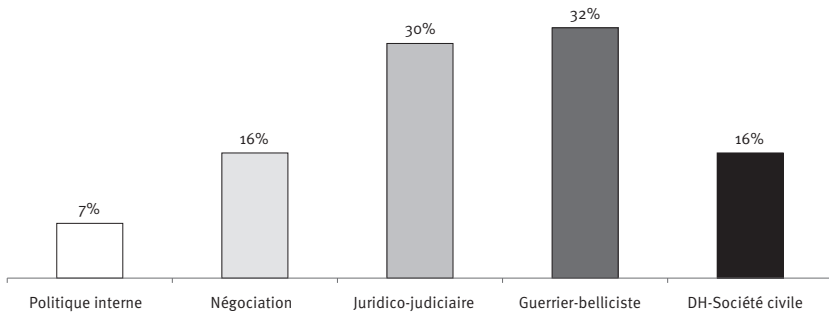


Graphique 2.
Sources journalistiques

Les pourcentages représentés dans ce graphique sont obtenus sur le total de 577 sources (TP : 81, CMI : 149, Noticias Caracol : 152 et Noticias RCN : 195) citées et interviewées dans les 452 unités d'informations analysées.



Graphique 3.
Acteurs armés : Sources visibles vs Sujet des informations



Graphique 4.
Angle de traitement privilégié par les journaux télévisés

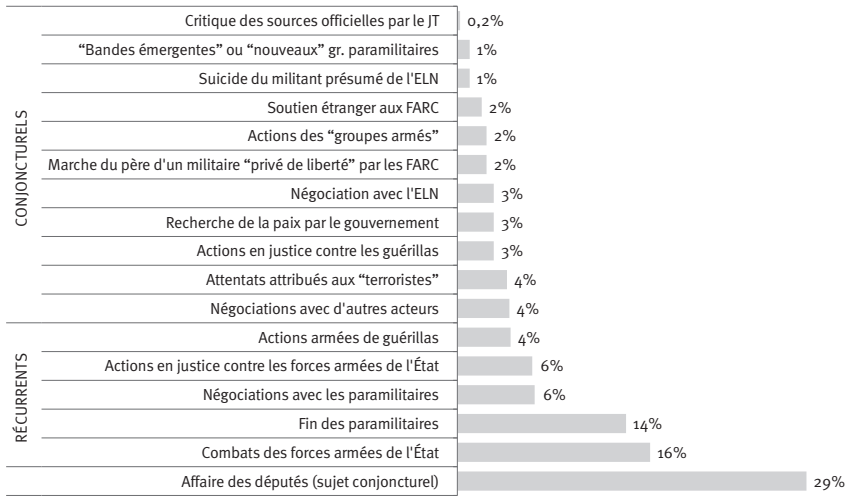
unités d'information analysées. La proportion d'informations dans lesquelles les journalistes citent plusieurs sources ne dépasse pas un tiers de ces unités. En outre, ce sont les sources officielles qui dominent (graphique 2) : gouvernement (président, ministres de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice) et Forces armées de l'État (armée, police, marine, armée de l'air, services de renseignements).

Certes, la prédilection pour les sources officielles constitue une pratique journalistique fréquente en Occident (Lemieux, 2000 ; Siracusa, 2001). Néanmoins, dans le cas de la Colombie, ces sources, notamment le gouvernement et ses forces armées, font partie des acteurs du conflit. De ce fait, ils ont tout intérêt à instrumentaliser leurs relations avec les médias pour diffuser leurs discours légitimateurs (Mercier, 2004). Cette situation revêt une importance particulière puisque, si les sources officielles ont accès aux médias en tant que sources crédibles, les journaux télévisés ne donnent que très rarement la parole aux représentants des groupes hors-la-loi (guérillas et paramilitaires). En effet, depuis 1997, l'État colombien s'est doté d'un dispositif qui lui permet d'interdire aux journalistes de diffuser les communiqués et les messages des acteurs armés irréguliers (article 21, chapitre IV, accord 017 de 1997, CNTV). Et plusieurs propriétaires de grands médias nationaux estiment que leur devoir est de soutenir l'État, car ils considèrent ce dernier comme le seul protagoniste légitime dans le conflit (Sierra, 2001).

D'ailleurs, à propos de la représentativité des groupes armés, il existe une différence notable entre le nombre d'unités d'information où ils prennent la parole à l'écran et celui où les journaux télévisés en font leur sujet principal sans pour autant qu'ils apparaissent (graphique 3). Alors que les guérillas représentent les acteurs armés que ces journaux évoquent le plus souvent (49 % du corpus), les FARC et l'ELN⁵ ne sont des sources visibles que dans 1 % des informations. La situation est similaire pour les paramilitaires, mais l'écart est de moindre importance. Ils sont des sources visibles dans 4 % des cas, mais les journaux télévisés en parlent dans 24 % des unités d'information. En revanche, les Forces armées de l'État (FFMM)⁶ représentent des sources visibles dans 12 % des unités analysées, et des sujets dont parlent les journaux télévisés dans 13 % de ces séquences. En d'autres termes, les FFMM bénéficient d'une grande visibilité médiatique, alors que les paramilitaires et les guérillas sont des acteurs « parlés » par leurs ennemis.

En raison de l'accès privilégié aux médias des acteurs qui représentent le gouvernement, l'angle sous lequel les journaux télévisés traitent le conflit armé est principalement militaire (32 % du corpus) et juridico-judiciaire (30 %) :

5. FARC : *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ; ELN : *Ejército de Liberación Nacional* (Armée de libération nationale).
6. FFMM : *Fuerzas Militares de Colombia*.



Graphique 5. Le conflit armé en thèmes

deux tiers des informations analysées se rapportent aux combats et aux opérations militaires, ainsi qu'aux enquêtes et procès judiciaires entrepris contre les membres des différents groupes impliqués. 16 % de ces informations abordent la question des négociations avec les groupes armés irréguliers, paramilitaires démobilisés et guérilla de l'ELN notamment (graphique 4).

À l'exception des événements conjoncturels très spectaculaires qui accaparent l'attention des médias, comme la mort en captivité, en juin 2007, de 11 députés que la guérilla des FARC avait « privés de liberté »⁷ cinq ans auparavant, le thème le plus récurrent, celui dont les journaux télévisés rendent compte quotidiennement, concerne les combats et les victoires militaires que les FFMM communiquent (16 %). Pour cette raison, il convient de procéder à une distinction entre les sujets conjoncturels – comme la mort des députés (29 % du corpus) – et les sujets récurrents présents sur la période 2006-2008. Après les combats livrés par l'armée et la police, ce sont les négociations avec les paramilitaires démobilisés qui reviennent le plus souvent (14 %) dans le traitement de l'information (graphique 5).

Le rapport régulier des combats livrés et des victoires militaires remportées par les FFMM pour combattre les guérillas, la délinquance et les narcotrafiquants constitue un élément important dans la lecture du conflit que les journaux télévisés proposent. En effet, elles sont communiquées par les mêmes combattants qui affirment les avoir remportées et qui ont, par conséquent,

7. Expression utilisée en droit international pour se référer aux otages dans le cadre d'une confrontation armée comme le conflit armé interne en Colombie.

intérêt à susciter la légitimité de la violence de leur action tout en discréditant l'adversaire. Dès lors, il convient de s'intéresser aux faits qui peuvent relativiser ces victoires, ainsi qu'aux stratégies discursives des journalistes pour indiquer que ces informations ne sont pas entièrement confirmées. Dans le premier cas, on peut citer en exemple l'affaire des *faux positifs*. Il s'agit des exécutions de civils (généralement de jeunes hommes marginalisés) par les membres des forces armées régulières, qui n'ont d'autre but que d'améliorer les statistiques de la lutte contre les guérillas. Ces « bons » résultats sont récompensés par des jours de congé ou des bonifications salariales. Certains militaires ont été licenciés et/ou font l'objet d'enquêtes judiciaires suite à ces falsifications. Soulignons par ailleurs qu'en raison de ces faits avérés, des pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne ont retiré temporairement, ou menacé de le faire, leur soutien financier aux forces armées colombiennes.

Dans le deuxième cas, les victoires militaires peuvent être relativisées si l'on prend en considération que dans 82 % des cas, les journalistes s'expriment au mode conditionnel et que dans 66 % des unités d'information, ils parlent des *presuntos* [présumés], guérilleros que l'armée a capturés ou tués au combat. Autrement dit, les professionnels de l'information ne sont pas en mesure de confirmer l'appartenance de ces personnes aux guérillas et se distancient, par différents moyens linguistiques, de la version officielle. Cela dit, il faudrait analyser à quel point les téléspectateurs sont sensibles à ces marques de distanciation.

Légitimation vs délégitimation des acteurs armés par les informations télévisées

Ayant constaté qu'une des parties au conflit est plus visible dans les journaux télévisés, nous axerons la deuxième partie de cette analyse sur la manière dont les groupes armés sont désignés et sur les actions qui leur sont associées. En effet, ces deux éléments peuvent rendre compte des opérations psychologiques par lesquelles les acteurs armés justifient leur cause, vilipendent celle de l'ennemi et imposent une certaine lecture du conflit accordée à leurs objectifs militaires. Ces opérations comportent des enjeux politiques et juridiques qui peuvent influencer l'évolution de cet affrontement.

Ces enjeux sont en lien avec la (non-) reconnaissance d'un conflit armé interne. Par exemple, l'ex-président de la République, Álvaro Uribe (2002-2006 et 2006-2010), et quelques membres du gouvernement ont affirmé à plusieurs reprises qu'il n'existe pas de conflit armé en Colombie, mais une menace terroriste émanant de groupes hors-la-loi. Ils soutenaient que la Colombie est une démocratie puisqu'il s'y déroule des élections régulières, que les guérillas n'ont plus d'idéal politique depuis la chute du mur de Berlin et que les paramilitaires n'existent plus depuis les dernières démobilisations. Sur la base de cette argumentation, ce gouvernement justifiait le renforcement des opérations militaires

pour combattre les groupes hors-la-loi sans avoir à négocier avec eux. L'actuel président Juan Manuel Santos (2010-2014), ministre de la Défense de l'ex-président Uribe, se prononce également en faveur d'une issue militaire du conflit. Les opposants, en revanche, estiment que la Convention de Genève (1949) a tout lieu d'être appliquée dans le contexte colombien. Ils affirment en effet que la situation en Colombie remplit tous les critères de définition d'un conflit armé à caractère non international ou interne, et que des groupes paramilitaires sont toujours actifs. Ils plaident pour une solution négociée du conflit qui prendrait en considération les aspects sociaux, économiques et politiques sous-jacents à celui-ci.

À propos de l'existence du conflit, différentes analyses montrent que s'il est présent en Colombie depuis plusieurs décennies, cette « réalité » est très peu mentionnée en tant que telle dans les journaux télévisés. Il n'est explicitement nommé que dans 8 % du corpus, par des expressions comme *conflicto* [conflit] (18 occurrences), *guerra* [guerre] (16 occurrences), *violencia* [violence] (7 occurrences) ou *confrontación* [confrontation] (5 occurrences). De plus, il est désigné en tant que tel essentiellement par des personnes civiles (journalistes, représentants des ONG, de l'Église, ou victimes des groupes armés) pour évoquer les victimes et prendre leur défense.

Or, la reconnaissance d'un conflit armé interne peut jouer un rôle dans un éventuel processus de paix : les forces irrégulières sont alors légitimées pour entamer une négociation. D'ailleurs, tant les guérillas que les paramilitaires revendiquent le caractère légitime de leurs actions. Les guérillas plaident pour une meilleure répartition des richesses et plus de participation politique de tous les secteurs sociaux. Les paramilitaires, de leur côté, avant leur démobilisation et jusque dans le processus actuel, affirment avoir défendu la propriété privée des « citoyens de bien » ; ils soutiennent en outre que leurs adversaires (les guérillas et leurs sympathisants) menacent les intérêts des propriétaires colombiens et des multinationales. Dans cette guerre psychologique menée par tous (réguliers et hors-la-loi), aucun ne fait mention des crimes perpétrés. Bien au contraire, le discours tend à justifier la violence.

C'est ainsi que la manière dont les informations télévisées parlent des acteurs armés peut indiquer la reconnaissance accordée à chaque groupe. Pour analyser cet aspect, nous avons recensé toutes les expressions utilisées pour désigner les groupes légaux et illégaux : 665 pour les FFMM, 1192 pour les guérillas et 767 pour les paramilitaires. Ensuite, ces désignations ont fait l'objet d'une classification sur la base suivante : en premier lieu, celles qui identifient les groupes armés, par leur nom ou par des expressions qu'ils utilisent eux-mêmes pour se désigner ; en deuxième lieu, celles qui portent un jugement de valeur négatif ; en troisième lieu, celles qui pourraient être utilisées pour nommer n'importe quel acteur social :

– la catégorie « Identification » regroupe les désignations qui identifient explicitement le groupe armé (ou une sous-structure de ce groupe) ou qui en

communiquent le nom : *policia nacional, general Padilla* [police nationale, général Padilla];

- la catégorie « Violence armée non légitime » rassemble les expressions qui désignent une force armée de l'État ou un groupe armé illégal en mettant l'accent sur le fait qu'ils font l'objet de poursuites judiciaires, ou qui les déshumanisent ou mettent en exergue le fait qu'ils utilisent les armes de manière illégale : *grupo armado, secuestradores* [groupe armé, ravisseurs];

- Les syntagmes utilisés par les groupes armés pour s'autodésigner (sans mentionner leur nom) ou qui mentionnent le poste occupé par une personne dans l'organigramme sont classés dans la catégorie « Violence armée revendiquée » : *guerrilla, autodefensas, fuerzas armadas, vocero* [guérilla, paramilitaires, forces armées, porte-parole];

- les expressions désignant les individus qui n'appartiennent plus à un groupe de combattants, ou qui signalent que le groupe est démobilisé, sont classées dans la catégorie « Ex-combattant » : *desmovilizado, excomandante* [démobilisé, ancien commandant];

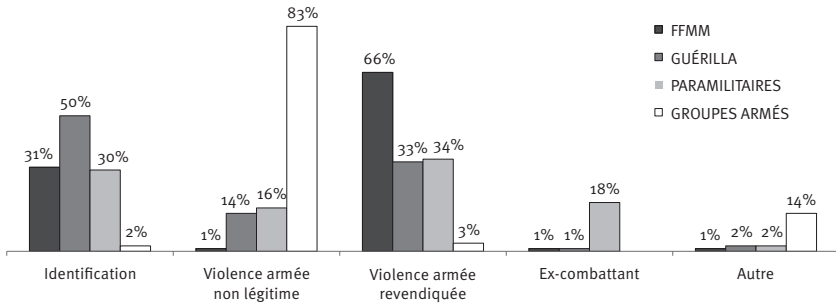
- les désignations qui peuvent être utilisées pour n'importe quel référent, armé ou non, légal ou non, font partie de la catégorie « Autre » : *persona, agrupación* [personne, regroupement].

D'après le graphique 6, on peut constater que les journaux télévisés désignent les forces armées régulières de manière assez neutre, tout en précisant s'il s'agit d'un membre de la police, de l'armée ou de la marine (66 % des désignations recensées) et/ou le nom et le grade de la personne en question (31 % des désignations).

Les guérillas sont nommées de manière assez précise, notamment les FARC. Le mot *guérilla* est souvent utilisé, et puisque les guérillas s'autodésignent ainsi, nous avons inclus cette expression dans la catégorie « Violence armée revendiquée ». Néanmoins, compte tenu du contexte colombien, nous nous interrogeons quant à la pertinence de ce choix, étant donné qu'en Colombie, les mots *guérilla* et *guérillero* ne comportent plus la même connotation de légitimité. Pour les groupes paramilitaires, d'ailleurs, étiqueter quelqu'un comme guérillero ou sympathisant des guérillas justifiait son exécution. En outre, 14 % des désignations recensées vont clairement servir à délégitimer les guérillas en leur attribuant les désignations *terroristes, narcoterroristes* ou *bandits*.

La manière de nommer les paramilitaires est moins précise. Le nom du groupe concerné ou de la personne est moins fréquent que dans le cas des guérillas et des forces régulières. Ce sont les mots *autodefensas* et *paramilitares* [forces de défense et paramilitaires] qui sont utilisés, et de manière quasiment indifférenciée (respectivement 46 % et 54 %). Par ailleurs, 18 % des nominations repérées mettent en évidence le fait que les paramilitaires n'existent plus, car ils se sont démobilisés.

Le graphique 6 fait apparaître que les informations télévisées parlent sou-



Graphique 6. Désignations des acteurs armés

vent de *grupos armados* [groupes armés], catégorie qui peut concerner tant les paramilitaires que les guérillas alors que ces deux groupes se distinguent par leurs origines et leurs modes opérationnels. Selon les éléments fournis par les journaux télévisés, dans 26 % des cas, ceux-ci se référaient aux guérillas, dans 21 % des cas aux paramilitaires et dans 26 % des cas à l'ensemble des groupes armés hors-la-loi. Toutefois, dans 28 % des cas, les journaux télévisés ne fournissent pas aux téléspectateurs les éléments nécessaires pour déterminer de quel groupe armé il s'agit.

Comme cela a été dit, la (dé)légitimation des acteurs armés est également mise en évidence à travers les actions positives et pacifiques, ou au contraire répréhensibles et criminelles, qui leur sont associées. Pour analyser cet aspect et identifier le rôle principal qui est ainsi attribué aux belligérants, on a procédé à un classement thématique des unités d'information dans lesquelles il est question de chaque groupe. Ce classement est fait selon les catégories suivantes⁸ :

- *justiciable* : unités d'information relatives aux procès ou aux accusations concernant un groupe armé ;
- *agresseur* : unités dans lesquelles un ou plusieurs délits ou agressions sont attribués à un groupe armé, par exemple le trafic de drogue ou le blanchiment d'argent. Autrement dit, il s'agit des délits qui ne concernent pas directement la confrontation armée à caractère politique ;
- *combattant* : unités d'information dans lesquelles il est question des opérations militaires d'un groupe armé, notamment les confrontations armées contre un autre groupe, la prise d'otages (civils ou non) ou la prise d'assaut des villages ;
- *démobilisé* : unités d'information dans lesquelles les membres des groupes armés sont présentés comme ne faisant plus partie du groupe ;

8. Ces catégories correspondent à celles qui sont représentées dans les graphiques 7 à 9. Le N pris en compte pour déterminer la proportion d'unités d'information attribuant un rôle aux FFMM est de 113. Il est de 188 pour les guérillas, et de 108 pour les paramilitaires.

– *détenu* : unités d'information rapportant l'arrestation d'un membre d'un groupe armé accusé d'un crime/délit. Dans ce cas de figure, et à la différence de la catégorie *justiciables* qui concerne les poursuites judiciaires, c'est la capture de la personne qui fait l'objet d'une information et qui est montrée comme un résultat positif des autorités ;

– *décédé* : unités rapportant la mort des membres des groupes armés, ou y faisant référence ;

– *négociateur* : unités d'information relatant la participation des groupes armés à un processus de négociation ;

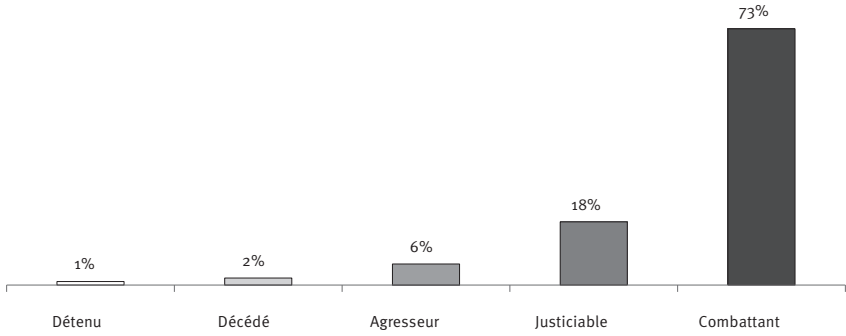
– *suspect* (guérilla) : il s'agit essentiellement du cas dans lequel la guérilla des FARC a été suspectée d'être responsable de la mort de députés, mais sans être accusée ouvertement (par les familles et certains médias) ;

– *autre* : unités dans lesquelles la guérilla est présentée comme un groupe armé soutenu/aidé par une organisation internationale (syndicat danois).

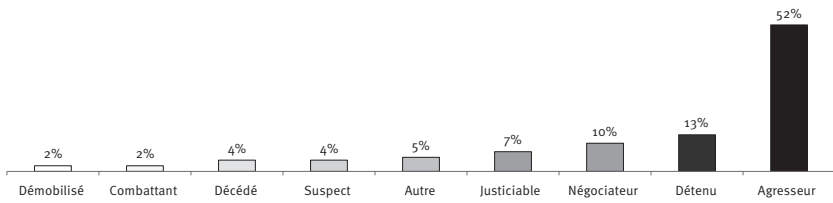
À travers les informations qu'ils diffusent, les journaux télévisés attribuent aux Forces armées de l'État principalement un rôle de combattant (73%). Certes, ils rendent compte des agressions ou délits commis par la force publique, ainsi que des enquêtes et procès dont les militaires font l'objet à cause de ces faits (graphique 7). Dans ce cas, les sources officielles mettent l'accent sur le fait qu'il s'agit de phénomènes isolés et déclarent qu'elles veillent à épurer la force publique des mauvais éléments.

Les rôles que les informations télévisées attribuent aux guérillas sont plus variés : ils dépendent de ce que les sources officielles déclarent à leur sujet en tant qu'informateurs privilégiés par les journaux télévisés. Ainsi, plus de la moitié des unités d'information parlant des FARC et de l'ELN les présentent comme des agresseurs responsables de crimes en contradiction avec l'essence de leurs revendications politiques : enlèvements, assassinats, attentats terroristes. Les informations parlent des guérilleros en tant que détenus (13 %), mais aussi (en raison des pourparlers tenus avec l'ELN) en tant que négociateurs (10 %) (graphique 8).

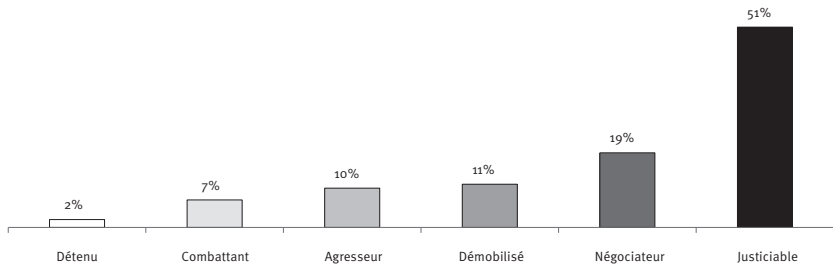
Lorsqu'il s'agit des paramilitaires, il importe de distinguer les démobilisés de ceux que le gouvernement appelle les « bandes émergentes », constituées de paramilitaires démobilisés qui se sont réarmés. Aussi, les journaux télévisés présentent les paramilitaires essentiellement comme des ex-combattants (11 %) poursuivis par la justice (51 %) qui négocient avec le gouvernement les privilèges juridiques promis par ce dernier (19 %). Lorsqu'il s'agit de ce que les autorités appellent des « bandes émergentes », les informations les présentent comme des agresseurs qui se livrent au trafic de drogue, occultant ainsi les revendications idéologiques (anti-subversion et anti-opposition) de ces groupes (graphique 9).



Graphique 7.
Rôle attribué aux Forces armées de l'État par les informations télévisées



Graphique 8.
Rôle attribué aux guérillas : FARC, ELN



Graphique 9.
Rôle attribué aux paramilitaires :
démobilisés et *bandas emergentes*

Le conflit armé en images

Outre les discours, les images que les journaux télévisés diffusent déterminent également la lecture qu'ils proposent du conflit armé et la représentation qu'ils véhiculent au sujet de ses acteurs. À ce propos, nous nous sommes demandée si les images faisaient ressortir le caractère violent du conflit. Première constatation : la représentation est aseptisée. Le nombre d'unités d'information dans lesquelles des opérations militaires, des combats ou des morts sont présents ne dépasse pas 10 % du corpus.

Le nombre réduit d'images de combats s'explique ainsi : d'une part, elles ne sont pas faciles à obtenir (les journalistes ne séjournent pas forcément sur le champ de bataille) ; d'autre part, les journalistes colombiens, dès la fin des années quatre-vingt-dix, soucieux de l'influence que pouvaient avoir leurs discours d'information dans l'évolution du conflit, décidèrent de diffuser moins d'images violentes à la télévision. La finalité de cette démarche était de ne pas rendre les téléspectateurs insensibles en diffusant ce type d'image de manière récurrente. Ils se sont donc mis d'accord pour ne présenter qu'en noir et blanc les morts et les blessés, puis ont convenu de ne diffuser ces images que dans les cas où cela s'avérerait « strictement nécessaire ».

Ainsi, le caractère violent du conflit est montré avant tout à travers la souffrance des victimes civiles. Mais, plus qu'un caractère violent, ces images comportent une dimension émotionnelle intense. Or, force est de constater que la visibilité et la considération avec laquelle les journalistes s'expriment dépend de l'acteur armé qui est mis en accusation par rapport à une situation donnée. Les victimes civiles attribuées aux guérillas et tout particulièrement aux FARC sont généralement surmédiatisées. Tel est le cas des 11 députés morts en captivité, auxquels les journaux télévisés ont consacré presque exclusivement leurs émissions pendant deux jours. En revanche, les journaux télévisés minimisent les conséquences du phénomène paramilitaire. D'ailleurs, la période prise en compte pour cette recherche correspond aux dernières démobilisations massives de groupes paramilitaires et aux premières auditions au cours desquelles quelques-uns de leurs membres ont commencé à avouer leurs crimes. Dans ce cadre, ces ex-combattants, et par la suite les médias, parlent de leurs victimes de manière quantifiée et anonyme. Par exemple, dans une information diffusée le 29 juin 2007, CMI annonçait qu'« Alias don Antonio [avait] avoué sa responsabilité dans un demi-million d'assassinats », sans préciser qui étaient ces victimes (des civils ? des combattants ?), ni comment et quand elles avaient été tuées. Lorsque, très rarement, les journaux télévisés donnent la parole aux victimes de ces groupes, ils se concentrent sur les compensations qu'elles réclament, alimentant ainsi le stéréotype selon lequel les personnes déplacées par la violence quémandent de l'argent à l'État. L'aspect émotionnel que

les journaux télévisés mettent en avant lorsqu'il s'agit des victimes attribuées à la guérilla ne ressort pas lorsqu'il s'agit des victimes attribuées aux paramilitaires. Enfin, les victimes civiles de l'armée ne font l'objet d'aucun traitement médiatique : les représentants de celle-ci et ceux du gouvernement refusent de reconnaître que l'État est un acteur armé dont la violence tue également une partie de la population.

En sus d'images aseptisées et du traitement particulier des victimes civiles, on note que les journaux télévisés ne montrent que les combattants qui occupent une place éminente dans la hiérarchie de leurs organisations, comme les hauts gradés. Ceux des FFMM apparaissent comme des sources qui parlent directement aux téléspectateurs. S'agissant des hors-la-loi, ce sont des images d'archive qui prévalent : celles qui datent des pourparlers de paix entre les FARC et le gouvernement de l'ex-président Pastrana et celles qui concernent les démobilisations massives des paramilitaires. Les seules images d'actualité des groupes irréguliers correspondent aux 10 % des unités qui montrent les négociations entre le gouvernement et la guérilla de l'ELN et/ou entre le gouvernement et les paramilitaires démobilisés. 12,5 % des unités d'information contiennent des images tournées dans un cadre judiciaire, qui montrent les auditions au cours desquelles les ex-paramilitaires avouent leurs crimes, renforçant de cette manière l'idée que ces groupes n'existent plus.

Finalement, nous constatons qu'à travers les informations télévisées, les téléspectateurs colombiens perçoivent surtout les conséquences positives de l'action des forces militaires colombiennes et du gouvernement dans leur confrontation avec les guérillas et les paramilitaires : démobilisation de groupes armés, procès contre des militaires et des paramilitaires, capture de membres de groupes armés illégaux, démantèlement des campements de ces groupes. Les conséquences négatives de la guerre ne sont montrées qu'à travers le prisme des victimes civiles des guérillas, confortant ainsi la position du gouvernement dans sa volonté de combattre l'adversaire désigné. Les téléspectateurs ne voient pas à l'écran les combattants exténués ne désirant plus participer à la guerre : ils ne voient que les représentants de la haute hiérarchie militaire de tous les groupes armés qui se montrent convaincus de la nécessité de leur combat. La mort qui est intrinsèque au conflit, notamment celle des combattants, est presque invisible et le plus souvent instrumentalisée à des fins politiques. Elle n'est mentionnée et montrée à l'écran que si elle sert les intérêts du gouvernement. Comme par exemple en mars 2008 et en septembre 2010 avec la mort de deux membres du secrétariat des FARC, présentée comme les plus importantes victoires militaires sur cette guérilla. Les dépouilles de ces deux guérilleros ont été exhibées et érigées en trophée. Hormis ces cas exceptionnels, les morts sont presque invisibles, et si on les montre, ils apparaissent toujours couverts.

En ce qui concerne les quatre journaux télévisés que nous venons d'analyser, très peu de différences sont observables quant à la lecture globale qu'ils

proposent du conflit. Elles ne tiennent pas au statut de la chaîne, publique ou privée, mais plus à sa ligne éditoriale et aux moyens disponibles. Ainsi, *Telepaís*, qui dispose de ressources plus limitées, diffuse moins d'informations fournies par des envoyés spéciaux. Les journalistes de ce journal télévisé utilisent moins de procédés discursifs de distanciation, par rapport au discours fourni par les sources. De plus, *Telepaís* ainsi que *Noticias RCN* accordent une visibilité plus marquée aux Forces armées de l'État et favorisent un cadrage militaire du conflit. *Noticias Caracol* privilégie les sources civiles et accorde un peu plus d'attention aux aspects judiciaires, tout comme CMI qui, en outre, se caractérise par un style plus formel, visant à renforcer l'image de média d'information distancié.

Dans ce contexte de guerre en Colombie, les critères de qualité professionnelle que les journalistes revendiquent – l'objectivité de l'information notamment – ne sont pas respectés. La neutralité (donner la parole à chaque camp), l'équilibre (le même temps de parole pour tous) et l'impartialité (ne pas prendre parti) (Chalaby, 1998 ; Lemieux, 2000), sont en contradiction avec les objectifs des combattants, dont le but n'est que de gagner la guerre au moindre coût.

Sachant que pour une partie importante de la population colombienne, surtout urbaine, ce conflit est une réalité lointaine à laquelle elle n'a accès qu'à travers les médias, les résultats obtenus soulèvent des questions quant à la manière dont elle pourrait soutenir une issue militaire ou négociée à ces événements. En effet, la version du conflit qui prédomine dans les journaux télévisés correspond à celle que les acteurs sociaux ayant le plus facilement accès aux médias favorisent. Dans le cas examiné ici, les acteurs qui représentent l'État, à savoir les sources officielles – gouvernement et forces armées régulières – bénéficient de la plus grande visibilité médiatique. Dans la lecture du conflit telle qu'elle est proposée aux téléspectateurs, l'État remporte la guerre contre les guérillas. Ces dernières seraient des groupes sans but politique, liés au trafic de drogue et militairement affaiblis. Les groupes paramilitaires apparaissent comme des ex-combattants dont s'occupe la justice, et les « bandes émergentes » sont montrées comme des groupes de délinquants sans motivation politique et liés eux aussi au trafic de drogue.

Les causes économiques, politiques et sociales de ce conflit, elles, ne sont jamais abordées et ne figurent pas parmi les questions prépondérantes des journaux télévisés. La violence du conflit n'est montrée qu'à travers les plaintes des victimes civiles des guérillas, et quelquefois à travers les demandes d'indemnisation des victimes des groupes paramilitaires. La violence exercée par les Forces armées de l'État est justifiée, puisqu'elles combattent des délinquants dont le recours à la force n'a aucune légitimité. Les crimes commis par la force publique sont minimisés et seule l'issue militaire semble possible.

Ces conclusions soulèvent de nombreuses interrogations quant à la manière

dont les téléspectateurs s'approprient les discours d'information. Ce questionnement, qui dépasse les limites de cette analyse, servira de base de réflexion à nos futures recherches.

Références

- BARDIN Laurence, 2001, *L'analyse de contenu*, Paris, PUF.
- BONILLA Jorge, 2002, « Periodismo, guerra y paz. Campo intelectual periodístico y agendas de la información en Colombia », *Signo y Pensamiento*, vol. XXI, n° 40, p. 53-70.
- BONILLA Jorge, TAMAYO Camilo, 2007, *Las violencias en los medios. Los medios en las violencias. Revisión y análisis crítico de los estudios sobre medios de comunicación y violencia en América Latina, 1998-2005*, Bogotá, CINEP.
- BORJA Henry, BARRETO Idaly, SABUCEDO José Manuel, LÓPEZ Wilson, 2008, « Construcción del discurso deslegitimador del adversario. Gobierno y paramilitarismo en Colombia », *Universitas Psychologica*, vol. VII, n° 2, p. 571-583.
- CHALABY Jean, 1998, *The Invention of Journalism*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Londres, MacMillan Press LTD.
- CHARAUDEAU Patrick, 2005, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck Université.
- ENTMAN Robert M., 1993, « Framing. Toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*, n° 43 (4), p. 51-58.
- ESQUENAZI Jean Pierre, 2002, *L'écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- GÉRÉ François, 1997, *La guerre psychologique*, Paris, Economica.
- GIRALDO Diana, ROLDÁN Ismael, FLÓREZ Miguel, 2003, *Periodistas, guerra y terrorismo*, Bogotá Planeta, Universidad Sergio Arboleda.
- LEMIEUX Cyril, 2000, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié.
- LÓPEZ Fabio, 2003, *Ética periodística, verdad noticiosa sobre el conflicto armado y reconciliación nacional en Colombia*, communication présentée à la conférence « Colombia : Caminos para salir de la violencia », Francfort, 27-28 juin. Cité avec l'autorisation de l'auteur.
- MERCIER Arnaud, 2004, « Si vis bellum, para communicationem », *Armes de communication massive. Informations de guerre en Irak : 1991-2003*, J.-M. Charon, A. Mercier éd., Paris, CNRS, p. 229-247.
- SERRANO Yeny, 2006, « Conflicto armado e información. Una reflexión sobre las reglas de conducta profesional periodística que dicta el Acuerdo por la Discreción », *Revista diversitas. Perspectivas en psicología*, vol. II, n° 1, p. 105-123.
- 2008, « Discours d'information médiatique et communication en temps de guerre. Analyse préliminaire de la couverture informative du conflit armé en Colombie par quatre journaux télévisés nationaux », *Studies in Communication Sciences. Journal of the Swiss Association of Communication and Media Research*, vol. VIII, n° 1, p. 67-94.

YENY SERRANO

SIERRA Juan, 2001, *Incidencia de los medios de comunicación en el conflicto colombiano*, Sistema de información de la defensa nacional, en ligne [http://pepsic.bvsalud.org/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1794-99982006000100008], consulté le 13 juillet 2011.

SIRACUSA Jacques, 2001, *Le JT, machine à décrire. Sociologie du travail des reporters à la télévision*, Bruxelles, De Boeck Université, INA.